

Coalition quadripartite contre le projet gouvernemental sur le Code électoral

@rib News, 23/07/2009 Par N. D. " Notre Correspondant " Bujumbura Quatre partis politiques burundais ont animé mercredi à l'Hotel Novotel de Bujumbura une conférence de presse conjointe sur le cadre légal des élections de 2010 Burundi. MM. Lonce Ngendakumana, Aloys Rubuka et Léonard Nyangoma, respectivement président du FRODEBU, UPRONA et CNDD, ainsi que M. Juvénal Ngwenubusa, porte-parole du MRC ont animé cette conférence dans le but de mettre en exergue les problèmes politiques actuels qu'ils ont qualifiés de menaces aux échéances électorales de 2010. Les conférenciers ont relevé que le nouveau projet de code électoral présenté par le président de la République Conseil des Ministres du 9 juillet s'écarterait complètement de l'esprit et de la lettre du document qui a été publié après de nombreuses consultations politiques et qu'il est anticonstitutionnel. Ils donnent l'exemple de l'ordre chronologique des élections qui a été inversé et citent certains articles de ce projet comme les articles 55, 96, 103 qui violent la Constitution. Les quatre partis regrettent en outre le retour de l'usage des bulletins multiples ainsi que la majoration de 500% de la caution des candidats à la présidentielle alors qu'elle n'a pas même fait objet de discussion lors des consultations. On note que des leaders d'autres partis politiques étaient présents dans la salle à l'instar du MRC par Alexis Sinduhije, le RADEBU par Mutabazi Jean de Dieu ainsi que Mme Denise Sindokotse la vice-présidente du CNDD-FDD, le parti présidentiel au pouvoir à Bujumbura. La société civile était aussi représentée. Pacifique Nininahywe président fondateur du FOCODE et président FORSC était présent ainsi que Eugène Vankenenade, l'un des principaux initiateurs du cadre de dialogue. A signaler enfin que d'une pierre les quatre partis en ont fait deux coups dans la démonstration que sans eux le "dictat du parti présidentiel", comme ils l'ont appelé, ne pourra pas avancer plus loin, car au même moment que se tenait cette conférence, la séance plénière qui était prévue au Parlement n'a pu se tenir de quorum avec les seuls députés du CNDD-FDD. Les conférenciers ont ainsi déclaré qu'ils espéraient que le Vice-président de la République, Yves Sahinguvu (issu de l'Uprona) n'osera pas présenter le projet incriminé à l'Assemblée nationale. Et c'est avec un peu d'humour qu'a notamment déclaré Léonard Nyangoma : "Ce projet ne traversera pas la Ntuhangwa", allusion faite à la rivière qui traverse la capitale et sépare le quartier de Kigobe où se trouve le parlement et le quartier Kiriri résidence du premier Vice-président. Lire l'intégralité du mot liminaire de cette conférence